Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 72 (1980)
Heft: 9

Artikel: L'inégalité s'aggrave en Afrique
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-386019

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'inégalité s'aggrave en Afrique

La pauvreté gagne du terrain en Afrique, indiquent les estimations statistiques les plus récentes. Mais il y a plus grave encore: dans beaucoup de pays du continent noir, les inégalités s'accentuent entre riches et pauvres, selon une étude récemment publiée par la «Revue internationale du travail».*
Les auteurs de l'étude constatent que, dans plusieurs pays africains, les 20% qui constituent la fraction la plus riche de la population se partagent les deux tiers du revenu total, et ils craignent que «la stratification sociale qui s'opère aujourd'hui en fonction du revenu et de l'instruction engendre de profonds clivages sociaux, que l'inégalité et la misère s'en trouvent perpétuées et condamnent à l'impuissance les dispositions qui pourraient être prises pour y remédier».

Selon les chiffres dont on dispose, on peut estimer que six Africains sur dix ne peuvent actuellement satisfaire leurs besoins essentiels en nourriture, habillement, logement, éducation et santé. La proportion est encore plus forte dans les régions rurales, particulièrement dans l'Afrique tropicale.
La paupérisation atteint des dimensions alarmantes. Ainsi, au Ghana, à Madagascar, au Niger, au Sénégal, en Somalie, au Tchad, le revenu par habitant a baissé entre 1960 et 1976. Au Bénin, en République centrafricaine, en Guinée, en Haute-Volta, au Mali, en Ouganda, au Rwanda, au Soudan, il n'a pas bougé. Même dans des pays comme l'Ethiopie, le Kenya ou la Zambie, où le revenu moyen a apparemment augmenté, on constate une baisse des revenus réels des catégories déshéritées.
Les disparités de revenu entre riches et pauvres ont tendance à s'accentuer. En Zambie, par exemple, c'est à peu près la même fraction du revenu national – environ 20% – qui revenait en 1974 à la fraction de 2% la plus riche des ménages, d'une part, et à la fraction de 50% du bas de l'échelle, d'autre part. Dans les régions rurales du Ghana, les plus riches ont vu augmenter de 40 à 45% en sept ans leur part des recettes tirées du cacao.
Des inégalités criantes persistent également dans l'accès à l'éducation et aux services de santé, deux domaines dans lesquels l'Afrique postcoloniale a accompli de remarquables progrès. Le type d'instruction dispensée est trop souvent conçu pour répondre aux aspirations des enfants des familles les plus favorisées et, à leur sortie de l'école, la plupart des jeunes ne possèdent pas les qualifications qui leur permettraient d'exercer une activité productive. Un déséquilibre analogue apparaît dans les services de santé de nombreux pays. Les ressources sont surtout employées au financement des soins curatifs, beaucoup trop onéreux pour les pauvres.

* *Pauvreté et inégalité en Afrique tropicale.* «Revue internationale du travail», mai–juin 1980, BIT, Genève.

Les pauvres ont également été oubliés par les progrès de l'industrialisation. La production industrielle a augmenté de 7% par année en moyenne, même dans les pays à faible revenu, de 1960 à 1970, et de 5% par an à partir de 1970.
Mais cette activité a été «principalement axée sur les opérations de montage ou la production de biens destinés à la consommation des couches relativement aisées» et «les techniques utilisées sont généralement capitalistiques et exigent un haut degré de qualification».
Aussi, pour remarquable qu'ait été l'expansion industrielle, «elle n'a pas répondu de façon satisfaisante» à la nécessité de créer – directement et indirectement – des emplois et des revenus tout en produisant les biens nécessaires pour satisfaire les besoins fondamentaux du gros de la population.
Un des principaux freins au développement de l'Afrique au cours des dernières années a été la faiblesse, voire, dans la plupart des cas, l'affaiblissement du taux de croissance de l'agriculture. «Dans l'ensemble, la production agricole a augmenté plus lentement que la population dans les pays à faible revenu, et elle a difficilement suivi l'accroissement de celle-ci dans les pays à revenu intermédiaire.»
Dans les régions rurales de l'Afrique, «les rares investissements publics qui ont été faits l'ont été principalement pour le développement de la grande agriculture commerciale ou en faveur des exploitants «modernes», et non pour l'encouragement de la petite agriculture».
Il n'est pas jusqu'aux programmes d'aide qui n'aient été défavorables aux pauvres. Au Kenya, par exemple, une étude montre que 11% seulement de l'aide au développement (chiffre calculé en décembre 1976) avaient des chances, semblait-il, d'atteindre les catégories les plus déshéritées; un tiers seulement portait directement sur le développement rural et encore la plus grande partie de ce tiers allait-elle à des agriculteurs relativement aisés.
Il n'est pas étonnant dans ces conditions que la faim et la malnutrition progressent. Alors que l'Afrique pourrait produire plus de nourriture qu'il ne lui en faut, elle doit en importer beaucoup plus en moyenne que l'Inde ou la Chine.
Ainsi, les principales racines du problème de la pauvreté en Afrique se trouvent dans l'inégalité de la répartition du revenu et de la richesse, facteur renforcé encore par un modèle de développement inapproprié qui donne la préférence à l'industrie moderne, de caractère capitalistique, et néglige l'agriculture traditionnelle.
«Tant que subsisteront les vieilles inégalités et le vieux dualisme socio-économique, tant que ces pays connaîtront le même type de croissance, on ne peut guère s'attendre à une amélioration.»
Aussi longtemps que les pauvres n'auront que peu ou pas accès à l'éducation, au capital, aux crédits et dans certains cas à la terre, ils ne seront guère en mesure de s'arracher à leur condition.
Si donc les pays africains «veulent enrayer le phénomène de paupérisa-

tion qui menace une grande partie de leur population, ils se doivent d'arrêter une stratégie cohérente de développement qui assure une croissance rapide, en veillant à prendre parallèlement de vigoureuses mesures de redistribution afin que les fruits de cette croissance soient répartis de façon plus équitable».